

La Crise Financière Française de 1789 - 1799

Comment l'émission de
« *monnaie de singe* » par la France
pendant la Révolution Française
a conduit à la prise du pouvoir
par l'armée

Tous les livres du Jardin disponibles sur www.lejardindeslivres.fr

l'auteur de "Sinouhé l'Égyptien" L'ETRUSQUE

éditions Le Jardin des Livres

 Vous n'avez encore choisi aucun livre, pour commander, cliquez sur [Je veux ce livre](#) sous chaque livre. Votre commande vous est alors présentée, ci-néme.

Les Livres (par thèmes) **PDFs gratuits** **Commander** **Votre panier** **multimedia**

Les auteurs liens librairies : France Belgique Québec Suisse

recevoir le Catalogue contact & email envoi manuscrits

Commandez par téléphone : 01 44 09 08 78
Commandez chez votre libraire
Commandez sur ce site sécurisé

243 Bis Blvd Pereire, PARIS 75017
Librairie 10h-23h, 7j/24, 77 Blvd du Montparnasse
Dom-Tom : cliquez sur Librairies, puis France



[Je veux ce livre](#)



[Je veux ce livre](#)



[Je veux ce livre](#)



[Je veux ce livre](#)



[Je veux ce livre](#)



[Je veux ce livre](#)



[Je veux ce livre](#)

ENFIN DISPONIBLE:



Photo: Financial Times

EVENEMENT (260 pages)



"BLYTHE MASTERS", LA FEMME QUI A DÉCLANCHÉ LA CRISE FINANCIÈRE, LE LIVRE ÉVÉNEMENT SUR LA CRISE.

"Je n'ai jamais pris un coup de poing. Celui de Blythe Masters a eu effet retentissant comme une fusillade dans une foule de manifestants ! Combien de morts ? Sur le ring avec sa mafia de traders, elle gagne à tous les coups ! Et tous les coups sont permis. Pour combien de temps encore en tête du bon-office? ... En ces temps de chaos et de d'engorgement sur toute la planète, mieux vaut être bien informé et armé pour la suite des festivités ! Ça promet..." Marine Locatelli

"J'ai pris connaissance de l'analyse... dans le livre Blythe Masters... Je suis déterminé en particulier à oeuvrer à la régulation des marchés des matières premières agricoles" Nicolas Sarkozy

Recevez-le directement chez vous

[Je veux ce livre](#)

Cliquez ici pour toutes les critiques.

L'EVANGILE ULTIME DU CHRIST :

L'OR DES FOUS



INDISPENSABLE !

The New Yorker

LE BEST SELLER MONDIAL ENFIN DISPONIBLE EN FRANÇAIS

"L'or des fous décrit, pas à pas, comment les banques ont creusé leur propre tombeau".
La Tribune de Genève

"Gillian Tett a écrit un livre formidable qui est l'histoire des banques devenues diaboliques. La traduction a fait un travail remarquable".
Radio Courtoisie FM



"Un livre littéralement proche d'un thriller, qui nous montre comment la cupidité des banques a soûlé le borchon, sur laquelle la descente tranquille assa".
La Revue de la Banque

"Le livre sur la crise et la JP Morgan"

L'Espresso

"Déjà un livre d'histoire, qui se lit comme un roman"

Fréquence Grand Lac FM

"Une leçon d'histoire, de politique et d'économie. Un must"

Alternative Economiques

"L'Or des Fous se lit comme un thriller. Il s'agit d'une traque des moments indélébiles où la cupidité humaine s'insolence. Car certains avaient perçu le danger, dont l'auteur, certain avaient averti, on leur avait ri au nez. Une petite élite auto-proclamée, méprisante et absolument ignorante du sens de la chose publique a cru trouver une formule mathématique qui permettait aux banques de gagner à tous les coups. La formule en question avait même intégré les probabilités pour un être humain de décider, ou plutôt de devenir insalvable, dans les mois qui suivent la perte de son conjoint, d'un enfant, d'un emploi... Aucun n'avait mesuré que l'hypercomplexité des relations humaines ne saurait se mettre en équation sauf à réduire l'humain de qui caractérisent les pensées totalitaires. Car, ce qui frappe à la lecture du travail rigoureux de Gillian Tett est bien que la pensée financière et bancaire est par essence totalitaire".
Lettre du Crocodile

Découvrez le livre en cliquant ici

- PAR THEMES :
- Anges et anges gardiens
 - Apparitions de la Vierge
 - Au-delà
 - Climat
 - Documents bibliques
 - Economie
 - Enoch
 - Frontières de la mort
 - Genétique
 - Histoire des religions
 - La Vie du Christ
 - Missa Waltari
 - Pierre Jovanovic
 - Romans sumérois
 - Santé
 - Saint Jude et Saints
 - Summer
 - Vellodysky
 - Vie après la mort
 - Les Nouveautés
- Catalogue Gratuit



[Je veux ce livre](#)



[Je veux ce livre](#)



[Je veux ce livre](#)



[Je veux ce livre](#)



[Je veux ce livre](#)

Andrew Dickson White

La Crise Financière Française de 1789 - 1799

Traduit de l'américain par Anne Confuron et Marc Géraud



Le jardin des Livres
Paris

*Remerciements à **Laurent Fabre**, numismate de la boutique **La Monnaie d'Antan** pour avoir mis à notre disposition les photos de ses pièces « révolutionnaires » en vente, ou déjà vendues, via www.monnaiesdantan.com.*

*Remerciements aussi à **Michaël Reynaud** de **Infonumis** pour les photos de ses pièces rares vendues ou en vente sur son site www.infonumis.info.*

*Retrouvez des extraits de ces livres sur
www.lejardindeslivres.fr
1700 pages en ligne*

© 2013 Le jardin des Livres

Éditions Le jardin des Livres ®
243 bis, Boulevard Pereire — Paris 75017

Toute reproduction, même partielle par quelque procédé que ce soit, est interdite sans autorisation préalable. Une copie par Xérogaphie, photographie, support magnétique, électronique ou autre constitue une contrefaçon passible des peines prévues par la loi du 11 mars 1957 et du 3 juillet 1995, sur la protection des droits d'auteur.

« Le 28 février 1793 à 20h, une foule d'hommes et de femmes déguisés commencèrent à piller les boutiques et les magasins de Paris.

Au départ, ils ne réclamaient que du pain. Bientôt, ils ajoutèrent du café, du riz et du sucre, et, à la fin, ils s'emparèrent de tout ce qui leur passait sous la main : tissus, vêtements, épicerie et produits de luxe de toutes sortes ; 200 endroits furent pillés.

Cela dura 6 heures, et finalement l'ordre ne fut rétabli que grâce à l'octroi de 7 millions de francs pour acheter le silence de la foule.

Si ce premier expédient montre comment un système de monnaie « fiduciaire » évolue naturellement vers le despotisme, le suivant n'est pas moins instructif car il montre combien il conduit facilement au désaveu et à l'infamie »

« Cambon, le grand ministre des Finances, découvrit bientôt que les pires ennemis de sa politique étaient l'or et l'argent.

Le louis d'or demeura dans le marché comme un élément de contrôle, constatant chaque jour avec une fidélité infaillible le déclin en valeur de l'assignat, un contrôleur qui ne pouvait pas être soudoyé ni effrayé.



*Comme John Law sous Louis XV, après la Révolution Pierre-Joseph
Cambon ministre des Finances, tenta d'empêcher les Français
d'acheter de l'or et de l'argent.*

Nous voyons vite qu'il était grand temps de mettre un terme au système car le louis d'or de 24 francs en espèces valait, en février 1796, comme nous l'avons vu, 7.200 francs et au moment du dernier cours, pas moins de 15.000 francs en monnaie papier.

Un franc en or valait théoriquement 600 francs en papier »

« Couthon soutint une loi qui punissait de la *Peine de Mort* les Français qui feraient des investissements dans les pays étrangers »

Le 1^{er} août 1795, un louis
d'or de 24 francs métal valait
920 francs papier.

Le 1^{er} septembre 1200 francs,

Le 1^{er} novembre 2600 francs

Le 1^{er} décembre 3050 francs.

Février 1796..... 7200 francs

Le Jardin des Livres remercie chaleureusement :

Max Keiser, journaliste

James Turk, économiste

Et dédie cet ouvrage majeur pour une autre compréhension de la Révolution à monsieur Augustin Dupré (1748-1833) artiste-graveur dont les pièces-œuvres sont toujours précieusement conservées par les Français du XXI^e siècle.



I

Retour en arrière avant la Révolution



Au début de l'année 1789, la Nation française se retrouva dans une situation financière problématique : il y avait une dette énorme et un sérieux déficit.

Les vastes réformes de cette année, même si elles étaient acceptées au niveau politique, représentaient financièrement un mal passager. On notait un désir général de confiance dans les milieux d'affaires ; le capital avait montré sa timidité proverbiale en se retirant aussi loin que possible ; cependant, le pays était temporairement en stagnation.

Des mesures d'hommes d'État, une surveillance attentive et une gestion sage auraient sans aucun doute conduit bientôt au retour de la confiance, à la réapparition de l'argent et à la reprise des affaires. Mais cela impliquait de la patience, du renoncement et des sacrifices, or, aussi loin que l'on regarde dans l'histoire de l'humanité, ce sont là les plus rares produits de la sagesse politique. Peu de nations ont jamais été capables

de faire preuve de ces qualités, et la France à l'époque ne faisait pas partie de ce petit nombre.¹

On cherchait généralement une sorte de raccourci vers la prospérité : bientôt, on émit l'idée que le besoin principal du pays résidait davantage dans les moyens d'échange. C'est ainsi que l'on demanda de toutes parts que soit émise de la monnaie papier.

À cette époque, Necker était le ministre des Finances. Au niveau de ses aptitudes financières, il était reconnu comme étant l'un des plus grands banquiers d'Europe mais il y avait quelque chose de plus que ses capacités : il éprouvait un profond sentiment de patriotisme et un sens élevé de l'honneur. Les difficultés sur ce plan étaient grandes, mais il s'efforça constamment de garder la France fidèle à ces principes dans les affaires financières, ce que l'expérience des temps modernes a trouvé comme étant la seule voie qui garantisse la sécurité du pays.

Tandis que les problèmes s'aggravaient, l'Assemblée Nationale s'éloigna de lui et on nota bientôt chez ses membres des suggestions renouvelées en faveur de l'argent papier : les orateurs dans les réunions publiques, dans les clubs et à l'Assemblée, proclamaient que c'était une panacée, une façon de « *sécuriser les ressources sans payer les intérêts* ». Les journalistes s'en emparèrent pour vanter ses avantages et parmi eux, Marat, dans son journal *L'Ami du Peuple* rejoignit ceux qui dé-

¹ Pour avoir un aperçu de la situation financière de la France à cette époque, voir Storch, Économie Politique, vol. IV, p. 159.

criaient Necker, le décrivant – lui, un homme d'une honnêteté extrême, qui donna sa santé et sa fortune pour le bien de la France – comme un misérable cherchant uniquement à s'enrichir en puisant dans les deniers publics.

Necker lutta du mieux qu'il put contre cette tendance à émettre du papier non convertible. Il savait très bien vers quoi cela avait toujours conduit, même entouré des garanties les plus solides. Parmi ceux qui luttaient pour soutenir des idées similaires aux siennes, il y avait Bergasse, un député de Lyon dont les pamphlets exerçaient, alors et plus tard, une influence peut-être plus grande que toutes les autres : certains d'entre eux semblaient assez inspirés. Tous ceux aujourd'hui qui lisent ses prophéties sur les maux suivant nécessairement cette monnaie lui attribueraient certainement un don de prévision miraculeux, s'il n'était pas si clair que son pouvoir prophétique était simplement dû à une connaissance des lois naturelles révélées par l'histoire.

Mais ce courant en faveur de l'argent papier devint si puissant qu'un effort fut fait pour trouver un compromis : et au cours des derniers mois de 1789 et des premiers mois de 1790, des discussions eurent lieu à l'Assemblée Nationale pour mettre en place l'émission de billets reposant sur la propriété de l'Église, – qui devait être confisquée dans cet objectif.

Les trois rois de France qui creusèrent le déficit. Pour éviter la faillite, Louis XVI fut obligé de réunir les États Généraux pour quémander des fonds au peuple.



Louis XIV eut une période faste, mais malgré la vigilance de Colbert, son ministre des Finances, il laissa au jeune Louis XV des caisses vides et 3 milliards de livres de déficit.



Flirtant avec la faillite, Louis XV nomma l'aventurier anglais John Law ministre des Finances et celui-ci deviendra le père des planches à billets avec le désastre que l'on connaît. *« Au total, environ 2,5 milliards de livres de papier-monnaie furent émis (en monnaie de singe). La faillite du système en 1720, remit tout en cause. Après la banqueroute, on dut procéder à un apurement des comptes »*².

² Article de Gérard Béaur, directeur de recherches CNRS www.lemonde.fr/idees/article/2011/08/13/le-long-passe-de-la-dette-publique_1559248_3232.html



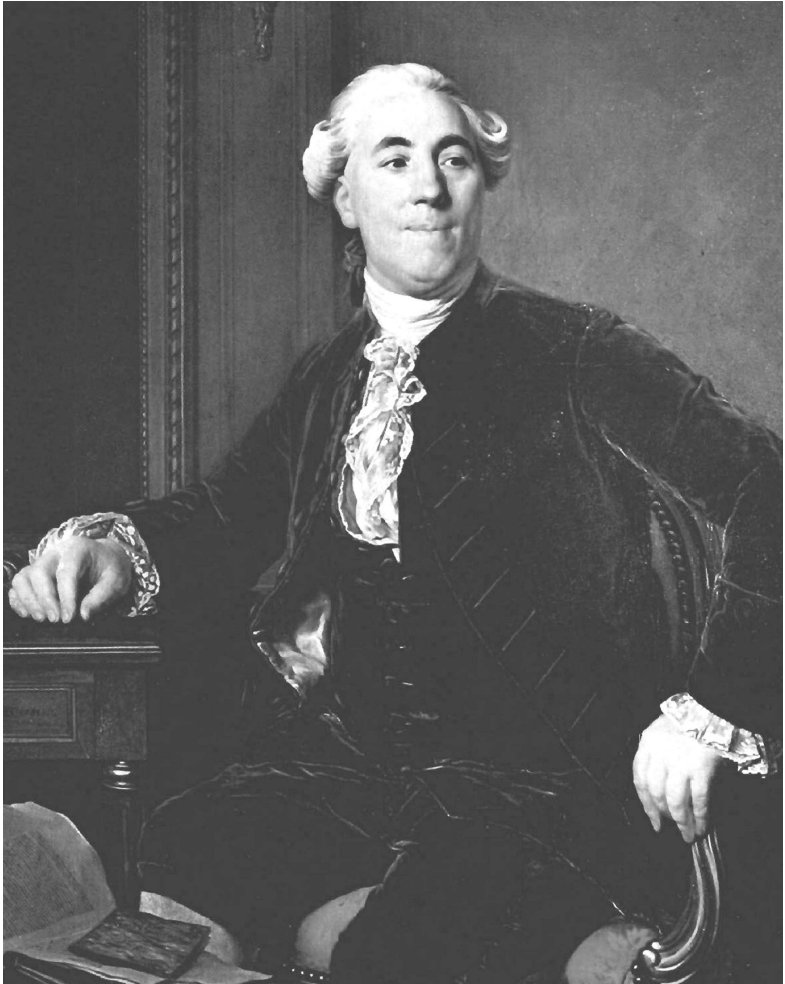
Louis XVI aggrava le déficit hérité de son prédécesseur en finançant agressivement la campagne aux Amériques afin de combattre les Anglais. Plus intéressé par la serrurerie que par la comptabilité, il laissa la situation dégénérer et refusa d'écouter son ministre des Finances Jacques Necker (qui fût rappelé).
La dette de la France atteignait la somme extravagante de 4 milliards de livres, soit 1 milliard de plus que sous Louis XV.

Tableaux de Rigaud et Callet

John Law, inventeur de la « *monnaie de singe* » par planche à billets utilisée à l'infini. Il servira de modèle aux financiers révolutionnaires même s'ils avaient adossé les Assignats, au début, aux propriétés immobilières saisies au Vatican.



Jacques Necker, ministre des Finances de Louis XVI, s'opposa à l'approche économique libérale (déjà) et voulut mener une politique indépendante de banque centrale.



Mais il fallait faire attention : l'émission devait largement se faire sous forme de billets de 200, 300 et 1.000 livres³, trop gros pour être utilisés en monnaie courante, mais de taille pratique pour acheter les terres de l'Église. À côté de cela, ils devaient rapporter des intérêts, ce qui pouvait inciter les titulaires à les conserver. L'Assemblée se retint donc d'émettre de plus petites obligations.

Les souvenirs de la ruine qui avait suivi les grandes émissions de monnaie plus petite dans les années précédentes restaient toujours vifs. Pourtant, la pression en faveur d'une monnaie populaire destinée à une utilisation universelle devenait de plus en plus forte. Le comité des finances de l'Assemblée notait que « *le peuple demande un nouveau moyen d'échange* », que « *la circulation de monnaie papier est la meilleure des opérations* », que « *c'est le moyen le plus libre qui soit car il repose sur la volonté du peuple* », que « *cela attachera l'intérêt des citoyens au bien public* ».

Le rapport en appelait au patriotisme des Français avec l'exhortation suivante :

« Montrons à l'Europe que nous comprenons nos propres ressources, prenons tout de suite la grand-route qui conduit à notre libération plutôt que de nous traîner le long des chemins tortueux et obscurs des prêts fragmentés ».

³ Note de l'éditeur : la livre était la monnaie d'échange courante en France au début de la période décrite par White. Le franc deviendra monnaie officielle en 1795, avec un taux de conversion de 81 livres pour 80 francs.

Le rapport se concluait en recommandant une émission de monnaie papier soigneusement encadrée, pour un montant total de 400 millions de livres et la discussion était poursuivie jusqu'à ce que l'objection aux plus petits billets soit oubliée.

Au cours de ce débat sur l'ensemble du sujet, dans ses différentes phases les déclarations faites par M. Matrineau étaient typiques. Il était à fond pour la monnaie papier, sa seule crainte était que le Comité n'en ait pas autorisé suffisamment. Il déclara que les affaires stagnaient et que la seule raison était le besoin d'une plus grande quantité de moyens de paiement en circulation ; que la monnaie papier devait avoir un cours légal ; que l'Assemblée devait surmonter les préjudices que les échecs de la monnaie papier de John Law avaient causés plusieurs décennies auparavant.

Comme tous les supporters de la monnaie papier non convertible, il semblait penser que les lois de la Nature avaient changé depuis les désastres des précédentes émissions. Il déclara :

« La monnaie papier sous un régime despotique est dangereuse. Elle favorise la corruption. Mais au sein d'une nation qui est gouvernée par une constitution, qui prend soin elle-même de l'émission de ses billets, qui détermine leur nombre et leur usage, ce danger n'existe plus ».

Il insistait sur le fait que les billets de John Law avaient dans un premier temps restauré la prospérité, mais que

*« la misère et la ruine qu'ils avaient engendrées résultaient de leur émission excédentaire qui n'était possible que sous un régime despotique ».*⁴

Monsieur de la Rochefoucauld expliqua que « *les assignats feront sortir les espèces des coffres où elles sont entassées* ». ⁵ Par ailleurs, Cazalès et Maury affirmaient que le résultat ne pouvait être que désastreux. Jamais sans doute une prophétie politique ne s'est aussi exactement exaucée que le terrible tableau qu'en fit Cazalès dans un des discours qu'il prononça lors de ce débat. Le courant devenait de plus en plus fort ; Petion fit un brillant discours en faveur du rapport et l'influence de Necker ainsi que son expérience furent peu à peu balayés.

Mêlée à l'argument financier, il y avait une forte demande politique. L'Assemblée Nationale avait décidé de confisquer la vaste propriété immobilière de l'Église française, les pieuses accumulations faites pendant 1.500 ans. Il s'agissait d'États princiers dans le pays, de palais appartenant à des évêques et de bâtiments conventuels dans les villes. Ils formaient entre un quart et un tiers de la propriété immobilière totale de la France, et se montaient en valeur à au moins 2.000 millions de livres. Grâce à quelques mesures

⁴ Voir le Moniteur, numéro du 10 avril 1790.

⁵ Ibid, 15 avril 1790.

bien dosées, tout ceci devint propriété de l'État. Jamais semble-t-il un gouvernement n'avait assuré une base aussi solide pour un grand avenir financier⁴.

Il y avait deux raisons principales pour lesquelles les hommes d'État français désiraient vendre rapidement ces terres. On trouvait d'abord une raison financière : obtenir de l'argent pour soulager le gouvernement. Ensuite, une raison politique, distribuer ces terres aux classes moyennes et les gagner à la révolution et au gouvernement qui leur avait donné leur titre.

On préconisait alors que l'émission de 400 millions de billets (non pas sous forme d'obligations avec intérêt comme cela avait été proposé dans un premier temps, mais en petites et grosses coupures) donne ainsi au Trésor quelque chose à payer tout de suite, et réponde aux besoins du pays.

Une fois mise en circulation, cette monnaie papier allait stimuler les affaires et donner à tous les capitalistes, grands et petits, les moyens d'acheter à la nation les propriétés immobilières de l'Église. À partir de là,

⁴ Pour les détails de cette bataille, voir Buchez et Roux, *Histoire parlementaire de la Révolution Française*, vol. III, pp. 364, 365, 404. Pour les déclarations sauvages de Marat pendant toute cette histoire, voir l'ensemble de son *Ami du peuple* dans la President White Collection de la bibliothèque de la Cornell University. Pour le pamphlet de Bergasse et une quantité d'autres publications similaires, voir la même collection. Pour l'effet qu'ils ont produit, voir Challamel, *Les Français sous la Révolution*, ainsi que De Goncourt, *La société française pendant la Révolution*, etc. Pour le rapport qui s'y réfère, voir Levasseur, *Histoire des classes ouvrières et de l'industrie en France de 1789 à 1870*, Paris 1903 vol. I chap. 6. Levasseur (vol. 1, p. 120) très conservateur dans ces estimations, évalue la valeur totale des propriétés de l'Église à 2000 millions. D'autres autorités l'évaluent même à deux fois plus. Voir surtout Taine, vol. II, chapitre I, qui donne une évaluation d'environ quatre milliards. Von Sybel, *Geschichte der Revolutionzeit*, avance le chiffre de deux milliards et Briand, *La séparation*, etc. est d'accord avec lui. Voir également De Nerve, *Finances françaises*, vol. II pp. 236-240 ; ainsi qu'Alison, *History of Europe*, vol. I.

le pays pourrait régler ses dettes et obtenir de nouveaux fonds pour de nouveaux besoins. Jamais aucune théorie n'avait semblé plus séduisante aux financiers comme aux hommes d'État.

Ce serait une grosse erreur de supposer que les hommes d'État français, ou le peuple français, ignoraient les dangers que comportait l'émission de monnaie papier non reconvertible. Peu importe la face brillante sous laquelle était présentée cette devise, tous les hommes en France qui réfléchissaient un peu n'oubliaient pas son côté sombre.

Ils ne savaient que trop, par l'expérience désastreuse qui s'était passée 70 ans plus tôt, à l'époque de John Law, quelles étaient les difficultés et les dangers d'une monnaie mal établie et mal contrôlée. Ils avaient appris alors combien il est facile de l'émettre ; combien il est difficile de contrôler son émission excédentaire ; combien elle conduit de façon séduisante à l'absorption des ressources des ouvriers et des hommes qui disposent de petites fortunes ; combien elle pèse lourdement sur toutes ces vies qui dépendent de revenus fixes, de salaires.

Avec quelle facilité elle crée sur les ruines de la prospérité de tous les hommes de maigres moyens une classe de spéculateurs débauchés, la classe la plus préjudiciable qui soit pour une nation, plus préjudiciable que les criminels professionnels que la loi reconnaît et peut étrangler. Combien elle stimule la surproduction au départ et laisse ensuite chaque secteur industriel in-

dolent et sans réaction. Combien elle casse l'épargne et développe l'immoralité politique et morale.

En tout cela, la France a été profondément enseignée par l'expérience. Beaucoup de ceux qui vivaient alors avaient ressenti le résultat de ce genre d'expérience, les émissions de monnaie papier sous John Law, un homme aujourd'hui reconnu comme l'un des financiers les plus ingénieux que le monde ait jamais connus ; et on retrouvait ensuite à l'Assemblée Nationale beaucoup de ceux qui devaient leur pauvreté à ces émissions de papier. Rares étaient ceux dans le pays qui n'en avaient pas entendu parler comme des auteurs de la plus effroyable catastrophe que la France ait jamais connue⁵.

Ce n'est pas une simple tentative d'effet théâtral, mais une impulsion naturelle qui conduisit un homme politique réfléchi, pendant le débat, à brandir un échantillon de cette vieille monnaie de papier et à déclarer qu'elle était tachée du sang et des larmes de leurs pères.

Ce serait aussi une erreur de supposer que l'Assemblée Nationale, qui avait discuté sur la question, était composée simplement de révolutionnaires sauvages. Aucune déduction ne pourrait être plus fausse. Quelle

⁵ Pour des images saisissantes de ce sentiment parmi les générations plus jeunes de Français, voir Challamel, *Sur la révolution*, p. 305. Pour l'histoire générale de la monnaie papier de John Law, voir Henri Martin, *Histoire de France*. Blanqui, *Histoire de l'économie politique*, vol. II pp. 65-87 ainsi que Senior sur *Paper Money* sec III Pt 1 et Thiers, *Histoire de Law*, Levasseur, op. Cit. Vol I chap. VI. On trouve plusieurs spécimens de la monnaie papier de John Law dans la White Collection à la bibliothèque de la Cornell University, certains affichent d'énormes chiffres.

qu'ait pu être la personnalité des hommes qui ont légiféré ensuite en France, on ne peut nier, malgré tous les arguments et les railleries des hommes d'État réactionnaires et des historiens, que l'on n'a vu que peu de corps législatifs plus perspicaces dans cette première assemblée constitutionnelle française. On trouvait des hommes comme Sieyès, Bailly, Necker, Mirabeau, Talleyrand, Du Pont de Nemours et une multitude d'autres qui, dans des domaines très variés et venant aussi du monde politique, avaient déjà montré et étaient destinés à le démontrer après coup qu'ils se trouvaient être parmi les hommes les plus forts et les plus astucieux que l'Europe ait jamais vus.

Mais la monnaie papier était devenue irrésistible. Il était constamment proposé, et avec une grande démonstration de force, que si n'importe quelle nation pouvait en émettre en toute sécurité, la France était aujourd'hui cette nation-là. Elle avait été sérieusement mise en garde par sa dure expérience avec John Law. Elle avait aujourd'hui un gouvernement constitutionnel, contrôlé par un peuple éclairé et patriote. Ce n'était pas une monarchie absolue, comme au temps des premières émissions de monnaie papier, contrôlée par des politiciens et des aventuriers. Elle pouvait garantir chaque livre de sa monnaie papier par une hypothèque virtuelle sur un domaine beaucoup plus grand en valeur que l'émission tout entière.

Avec des hommes comme Bailly, Mirabeau et Necker à leur tête, elle ne pouvait pas commettre les erreurs financières et les crimes dont avait souffert la

France sous John Law, le Régent (duc d'Orléans) et le Cardinal Dubois.

L'art oratoire l'emporta sur la science et l'expérience. En avril 1790 fut énoncé le décret final pour l'émission de 400 millions de livres en monnaie papier, reposant sur la confiscation de la propriété de l'Église en garantie. Les délibérations relatives à ce premier décret et au projet de loi l'exécutant furent des plus intéressantes, mettant en avant Necker, Du Pont de Nemours, Maury, Cazalès, Petion et Bailly ainsi que de nombreux autres. Les discussions étaient certainement de grande valeur, mais personne ne peut les lire dans le *Moniteur*, même pas dans les résumés de l'histoire parlementaire, sans penser que de nombreux historiens modernes ont bien mal rendu justice à ces hommes qui se sont alors efforcés de se tenir debout entre la France et la ruine.

Cette somme de 400 millions, tellement énorme à l'époque, fut émise sous forme d'assignats : il s'agissait de billets garantis sur de l'immobilier productif et qui généraient un intérêt de 3% au titulaire. Aucune monnaie non convertible n'a jamais revendiqué une garantie aussi scientifique et pratique de sa qualité et de son action propre sur les finances publiques. D'un côté, elle offrait ce que le monde reconnaissait comme étant une sécurité très pratique – soit une hypothèque sur de l'immobilier productif d'une valeur beaucoup plus grande que l'émission.

De l'autre côté, puisque les billets généraient un intérêt, il paraissait évident qu'ils devaient être retirés de la circulation s'ils devenaient superflus⁶.

Les billets furent mis en circulation très rapidement. À la différence de ceux qui avaient été émis à l'époque de John Law, ils étaient gravés dans les règles de l'art. Pour stimuler la loyauté, le portrait du roi fut placé au centre. Pour susciter l'esprit civique, des légendes patriotiques et des emblèmes étaient disposés tout autour. Pour stimuler l'avidité des gens, le montant de l'intérêt que le billet pouvait rapporter chaque jour à son propriétaire était imprimé dans la marge.

L'ensemble était orné de timbres et de signatures pour montrer que tout était soigneusement enregistré et contrôlé⁷.

Pour couronner son travail et expliquer les avantages de cette nouvelle monnaie, l'Assemblée Nationale fit une allocution à l'intention du peuple français. Elle évoqua la nation comme étant « *délivrée par ce grand moyen de toute incertitude et de tout résultat catastrophique que pourrait présenter le système du crédit* ». Elle prédit que cette émission « *redonnerait puissance, abondance et prospérité dans le Trésor public, le commerce et toutes les branches de l'industrie* »⁸.

⁶ Voir Buchez et Roux, Histoire parlementaire, vol. V, p. 321 et suivantes. Pour un argument qui prouve que les assignats n'étaient pas, après tout, aussi bien garantis que l'argent de John Law, voir Storch, Économie politique, vol. IV p. 160.

⁷ Pour les spécimens de cette première émission et de presque chaque nouvelle émission pendant la Révolution Française, voir la belle collection d'originaux dans la bibliothèque de la Cornell University. Pour une collection complète de copies photos, voir Dewarmin, Cent ans de numismatique française, vol. I, passim.

⁸ Voir adresse de l'Assemblée nationale sur les émissions d'assignats monnaie p. 5.

Certains arguments de cette allocution méritent d'être répétés, parmi eux, notons par exemple :

« La monnaie papier est sans valeur inhérente à moins qu'elle ne représente une propriété spéciale.

Sans cette correspondance, il est inacceptable dans le secteur du commerce de rivaliser avec une monnaie métallique qui offre une valeur réelle et indépendante de l'action publique.

Gardons aussi à l'esprit que la monnaie papier qui ne repose que sur l'autorité publique a toujours provoqué la ruine là où elle a été établie.

C'est la raison pour laquelle les billets de banque de 1720, émis par John Law, après avoir provoqué de terribles drames, n'ont laissé que d'horribles souvenirs. L'Assemblée Nationale n'a pas souhaité vous exposer à ce danger, elle vous donne cette nouvelle monnaie papier dont la valeur vient non seulement de l'autorité de la nation mais offre aussi une valeur réelle et immuable, une valeur qui lui permet de soutenir avantageusement une rivalité avec les métaux précieux eux-mêmes »⁹.

Mais la déclaration finale est sans doute la plus intéressante. Elle affirme :

« Ces assignats, qui génèrent de l'intérêt, seront bientôt considérés comme plus intéressants que la pièce qui est aujourd'hui thésaurisée et la mettront à nouveau en circulation ».

⁹ Ibid, p. 10.

Tables des Matières

Partie I

Retour en arrière avant la Révolution.....	13
---	-----------

Partie II

Ce que cela déclencha et les conséquences.....	73
---	-----------

Partie III

Comment cela s'est terminé.....	117
--	------------

Partie IV

La fin de la monnaie papier.....	143
---	------------

Partie V

Chronologie des événements.....	155
--	------------

Annexe

Commentaire de Henry Hazlitt.....	167
--	------------